



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Mandats Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Comptes rendus annuels à la collectivité (CRAC) - Avenant n°3 au mandat d'études - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 21 juillet 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) des quartiers Mosson et Cévennes. Par cette même délibération, il a également décidé de confier à la SA3M :

- un mandat pour la réalisation des études préalables relevant du protocole sur le quartier de la Mosson ;
- un mandat de réalisation de quatre Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) sur 8 copropriétés fragiles ou dégradées de la Mosson.

Ces deux mandats ont été signés le 1er septembre 2016, transmis en préfecture le 13 septembre 2016 et notifiés par le mandant au mandataire le 16 septembre 2016.

Par décision du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au mandat d'études Mosson, signé le 7 avril 2017, reçu en préfecture le 18 avril 2017 et notifié le 2 mai 2017, pour intégrer la mission d'Ordonnancement Pilotage Coordination Urbain (OPCU) dans le mandat d'études confié à la SA3M.

Par la suite, le Conseil de Métropole a approuvé le 2 novembre 2017, un avenant n°2 au mandat d'études, pour proroger de six mois le mandat initial de 24 mois, jusqu'au 30 mars 2019. Cet avenant, signé le 18 décembre 2017, a été reçu en Préfecture le 28 décembre 2017 et notifié à la SA3M le 26 janvier 2018.

Par décision du 16 juillet 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au mandat d'études POPAC Mosson, signé le 5 septembre 2018, reçu en Préfecture le 7 septembre 2018 et notifié à la SA3M le 14 septembre 2018, pour prolonger de 12 mois le mandat initial et intégrer aux missions d'études, la totalité de la Résidence du Lac avec ses parties dites « Lac 1 » et « Lac 2 ».

Pour permettre la finalisation du programme visé par le mandat d'études du protocole de préfiguration NPRU et ses avenants n°1 et n°2, les études en cours et celles restant à lancer devront être finalisées dans la durée de l'actuel mandat qui se termine le 31 mars 2019.

Le bilan du mandat d'études du protocole de préfiguration du projet de la Mosson qui est présenté s'établit à 3 375 000 € TTC en dépenses et 3 375 000 € TTC en recettes, dont 740 000 € TTC réalisés en dépenses et 549 000 € TTC réalisés en recettes au 31 décembre 2017. Le coût de la rémunération totale est porté à 1 093 000 € HT (1 311 600 € TTC) au lieu de 841 000 € HT (1 009 200 € TTC).

En effet, l'évolution des modalités de conventionnement relevant du nouveau Règlement Général de l'ANRU (RGA) du 25 mai 2018 permet d'envisager le pré-conventionnement ou le démarrage anticipé de tout programme d'actions, de prestations et de travaux sur lequel les visions de la Métropole et de l'ANRU convergent et ce en attendant la signature de la convention de renouvellement urbain fin 2019-début 2020. A ce titre, il a été convenu en accord avec les services de la Préfecture de l'Hérault et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), d'établir un avenant n°2 au protocole de préfiguration du NPRU Mosson pour modifier le programme d'études et la maquette financière du protocole initial.

Afin de permettre à la SA3M de mener les études complémentaires nécessaires avec la maîtrise d'œuvre urbaine retenue, il est proposé un avenant n°3 pour proroger de neuf mois le mandat initial de 24 mois, jusqu'au 31 décembre 2019. Cela permettra d'intégrer des prestations à démarrage anticipé ou pré conventionnées pour un montant global de + 876 000 € HT et une rémunération complémentaire de la SA3M de + 252 000 € HT.

Par ailleurs, l'avancement du mandat d'études POPAC Mosson en cours de réalisation a permis de :

- rencontrer l'ensemble des syndics de ces copropriétés,
- récupérer totalement ou partiellement les données sur les copropriétés,
- lancer sur les huit copropriétés concernées des études multithématiques,

- étudier la question de la constitution en sociétés des anciennes copropriétés et d'autres questions foncières (notamment l'imbrication de garages),
- travailler avec les instances de gouvernance des copropriétés,
- rencontrer les principaux partenaires concernés.

A ce stade, les études sur 3 copropriétés sont achevées, 4 autres le seront d'ici la fin de l'année 2018 et une dernière avant l'échéance.

Le bilan pour ce mandat POPAC s'établit à 789 000 € TTC en dépenses et 789 000 € TTC en recettes, dont 609 000 € TTC réalisés en dépenses et 511 000 € TTC réalisés en recettes au 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les comptes rendus annuels à la collectivité au 31 décembre 2017, dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de préfiguration, du mandat d'études du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et du mandat de réalisation des POPAC Mosson, qui sont mis en œuvre par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Métropole ;
- approuver les bilans prévisionnels des deux mandats établis par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- approuver le projet d'avenant n°3 de prolongation pour 9 mois du mandat d'études pour le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

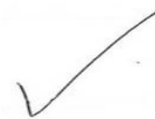
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-59204-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.